



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 14 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 24/09/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **SABLIÈRES DE LA CORNUAILLE - SNC**

Le Grand Pâtis  
44850 Saint-Mars-Du-Désert

**Références :** 2024-277\_INSP\_RAP\_AS\_SDC Val sur Erdre  
**Code AIOT :** 0006304733

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement SABLIÈRES DE LA CORNUAILLE - SNC implanté La Babinière La Cornuaille 49440 Val d'Erdre-Auxence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABLIÈRES DE LA CORNUAILLE - SNC
- La Babinière La Cornuaille 49440 Val d'Erdre-Auxence
- Code AIOT : 0006304733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sablière avec extraction à la drague sous eau

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prescriptions sécheresse AP site	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II	Demande d'action corrective	1 mois
9	Compte-rendu de surveillance de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.4.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 1.2.2 et 2.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
14	Réaménagement coordonné à l'avancement	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.5.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I	Sans objet
3	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. I et III	Sans objet
5	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
6	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. IV	Sans objet
7	Documentation	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4. I à III	Sans objet
8	Compte-rendu de surveillance de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.4.8, 2.4.9, 2.4.12 et 3.5.4	Sans objet
10	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 1.2	Sans objet
11	Suivi APMD 2021	AP de Mise en Demeure du 11/01/2021, article 1	Sans objet
13	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 3.2.3IV et V	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet principal de la visite portait sur la thématique "Sécheresse" et la manière dont l'exploitant est organisé pour répondre aux obligations faites en cas de situation de restrictions. Sur ces questions, au moment de la visite, l'exploitant n'était pas préparé à l'application de cette réglementation nouvelle et les éléments abordés au cours de l'inspection sont de nature à ce qu'il s'approprie du sujet.

Pour les autres aspects examinés, l'exploitant indique que le site a connu des vacances de postes préjudiciables à la qualité de sa surveillance environnementale pour expliquer les retards identifiés dans certains aspects.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Application de l'arrêté ministériel sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée</b> – Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats</b> – L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées.  Exception faite des eaux sanitaires prélevées sur le réseau d'adduction pour la consommation des salariés, la sablière fonctionne en circuit fermé avec le plan d'eau créé par les extractions de sables. Aucun apport n'est réalisé par forage ou prélèvement dans les eaux superficielles ou souterraines.  Le circuit d'eau actuel (dont une mise à jour précise a été demandée pendant l'inspection) consiste

à alimenter les installations de traitements des matériaux (crible, laveur cyclones) à partir de la drague qui aspire le sable sous eau. Le sable lavé est mis en dépôt et l'eau et les impuretés sont renvoyées dans le plan d'eau. Pour éviter des colmatages, le débit de la drague est soutenu par une injection d'eau claire prélevée dans une zone tranquille du même plan d'eau.

S'agissant d'une sablière exploitée sous eau par une drague, l'eau pompée avec le sable n'est pas comptabilisée.

Voir demande formulée au point de contrôle n° 4 ci-après concernant la détermination du volume de référence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Prescriptions sécheresse AP site

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prescriptions sécheresse

**Prescription contrôlée** – Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du Code de l'environnement.

**Constats** – Aucune disposition particulière quant à des restrictions liées à des périodes de sécheresse n'est prescrite dans les arrêtés qui réglementent le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'assurer une veille réglementaire qui lui permette de connaître en permanence les mesures de restrictions susceptibles de s'appliquer à l'établissement en raison des textes cités ou de sa situation particulière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 3 : Réductions d'eau de l'exploitant

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. I et III

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

**Prescription contrôlée** – I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard **trois jours** après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

**Constats** – Considérant l'arrêté préfectoral DDT-SEEB-PPE-Etiage-49 n° 2024-06 du 11/09/2024

abrogeant l'arrêté précédent DDT-SEEB-PPE-Etiage-49 n° 2024-05 du 28/08/2024 et ramenant le secteur d'implantation de la carrière au niveau de la simple vigilance, les restrictions prévues en cas de déclenchement des seuils ne s'appliquent pas.

La consommation d'eau est liée aux effets d'entraînement par les sables exportés et par l'évaporation du plan d'eau.

L'exploitant a indiqué être en mesure de réduire la consommation d'eau d'entraînement par les sables dans le délai de 3 jours en limitant sa production. En effet, la carrière produit en continu un seul type de matériau dont la production est estimée en continu à partir du débit de l'installation.

L'exploitant a prévu la mise en place d'une mesure directe des quantités de sables extraits en 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Réductions imposables à l'exploitant

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

**Prescription contrôlée** – II. - Le volume de référence, auquel les réductions prévues au point de contrôle n° 3 sont appliquées, est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume doit être justifié s'il dépasse la valeur forfaitaire de 5 %.

**Constats** – Dans une première approche volontairement maximaliste afin de donner un ordre de grandeur aux évaluations du volume de référence, l'exploitant a calculé le volume d'eau entraîné par les matériaux en tenant compte de la capacité maximale de production autorisée de la carrière et d'une teneur en eau majorée retenue par les sables.

Cette approche reste théorique et dimensionnante. Même s'il est intéressant de disposer de cette donnée en perspective, elle ne répond pas à la méthode d'évaluation du volume de référence présentée précédemment sachant que les dernières productions ont été de 180 000 t/2023 et 200 000 t/2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de définir son volume de référence en fonction des données retenues par l'arrêté ministériel. L'année 2023 étant considérée comme dégradée pour des raisons tant économiques que techniques, il peut être admis que l'exploitant évalue son volume de référence en tenant compte d'une estimation réelle de sa production.

En particulier, le calcul doit permettre de déduire du volume de référence les eaux pluviales et les consommations liées à la protection des intérêts cités, à minima 5 %.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Les installations exemptées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations non soumises à l'article 2
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li> <li>➤ captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li> <li>➤ alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li> <li>➤ transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li> <li>➤ production, distribution et cogénération d'électricité ;</li> <li>➤ production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du Code de l'énergie ;</li> <li>➤ production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li> <li>➤ collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li> <li>➤ nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li> </ul> <p>2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;</p> <p>3° les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.</p> <p><b>Constats</b> – L'exploitant considère ne pas relever de l'un ces régimes d'exemption, ce qui n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. IV
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration hebdomadaire</p> <p><b>Prescription contrôlée</b> – Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28/04/2014 (GIDAF) relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>

**Constats** – Cette obligation a été rappelée au cours de l’inspection. Elle sera à mettre en œuvre en cas de déclenchement d’épisode de sécheresse si l’exploitant est soumis à l’arrêté ministériel référencé (selon la réponse apportée au point de contrôle n° 4).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Documentation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4. I à III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Documents à tenir à disposition de l’inspection

**Prescription contrôlée** – I. - L’exploitant tient à jour à la disposition de l’inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d’eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d’eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° Le volume de référence mentionné au II de l’article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d’eau moyen journalier, détaillé par type d’usages, nécessaires à la sécurité et à l’intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l’incendie, ainsi qu’aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l’environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l’alimentation en eau potable de la population ;

4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d’économie d’eau mentionnée à l’article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d’eau d’au moins 20 % depuis le 01/01/2018, ou d’utilisation d’au moins 20 % d’eaux réutilisées mentionnées à l’article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 01/01/2018.

II. - L’exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d’un niveau de gravité ou, s’il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l’entrée en vigueur du présent d’arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l’exploitant est soumis aux dispositions de l’article 2.

III. - L’exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l’entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l’article 1<sup>er</sup>.

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l’article 2 tiennent également à la disposition de l’inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

**Constats** – Ces obligations ont été rappelées au cours de l’inspection. Elles s’appliqueront à l’établissement s’il est soumis à l’arrêté ministériel référencé (selon la réponse apportée au point de contrôle n° 4).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Compte-rendu de surveillance de l’établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.4.8, 2.4.9, 2.4.12 et 3.5.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance de l’établissement



**Prescription contrôlée** – Plan – Art. 2.4.8

Enquête annuelle – Art. 2.4.9

Contrôles et analyses – Art. 2.4.12

Contrôle des niveaux sonores – Art. 3.5.4

**Constats** – Au retour de la visite, l'exploitant a transmis :

- une mise à jour du plan d'exploitation en format numérique en indiquant qu'une version papier accompagnerait sa réponse au rapport d'inspection (conforme art. 2.4.8) ;
- procède périodiquement à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (consultation GEREPP faite) (conforme art. 2.4.9) ;
- la surveillance des eaux superficielles est réalisée périodiquement, transmis les rapports des 4 dernières années (conforme art. 2.4.12) ;
- La surveillance des émissions sonores est réalisée périodiquement. Les rapports de contrôle 2021 et 2023 ont montré des résultats conformes (art. 3.5.4).
- En complément l'exploitant a transmis la note de décembre 2006 spécifique à la gestion de la décantation dans le plan d'eau (en réponse à une demande précédente lui demandant de curer le bassin).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Compte-rendu de surveillance de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.4.12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance de l'établissement

**Prescription contrôlée** – Contrôles et analyses - Art. 2.4.12 – Surveillance des eaux souterraines

**Constats** – En application de l'article référencé, l'exploitant a transmis la surveillance des eaux souterraines réalisée dans le réseau de piézomètres qui entoure la sablière ainsi que les résultats des contrôles des puits des riverains.

Les résultats de cette surveillance transmis dans les rapports de contrôles appellent des questions, en particulier :

- Sur la nature des paramètres analyses dans les puits des riverains – Les paramètres mesurés sont principalement liés au caractère potable de l'eau et n'ont aucun lien avec les rejets potentiels de la sablière (nitrates, nitrites...) ;
- Sur la présentation des niveaux piézométriques – Les rapports de contrôles présentent l'évolution des battements de la nappe sur une période limitée de 3 années glissantes. Or, l'analyse du niveau de la nappe s'inscrit dans le temps long afin d'écarter les phénomènes exogènes et ponctuels et permettre de disposer d'une tendance à corréliser à l'exploitation de la sablière ;
- Implantation des piézomètres – Les rapports de suivi des niveaux piézométriques persistent à recenser des piézomètres « obstrués, introuvables, disparus... » alors que l'exploitant a fait l'objet d'une mise en demeure en 2020 lui demandant de remettre en état son parc d'ouvrage (8 au total) ;

Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué que les suivis des eaux et des émissions sonores étaient réalisées comme prescrits par l'arrêté d'autorisation du 02/05/2007. Par contre, les rapports de contrôles ne sont pas transmis à l'inspection en l'absence d'obligation fixée par le texte référencé. Il en est de même pour les mises à jour des plans (exploitation et schéma des eaux).

Ces éléments, non disponibles sur GEREPP, sont nécessaires au suivi de l'établissement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – Les résultats de cette surveillance appellent des demandes de renseignements complémentaires ou de changements de pratiques quant à la rédaction des rapports de surveillance, en particulier :



- Comment sont choisis les paramètres mesurés et quel est l'intérêt de les suivre sachant qu'ils ne permettent pas de conclure quant à la potabilité effective de l'eau du puits et ne sont pas représentatifs des émissions potentielles de la sablière ?
- Les rapports de suivi des niveaux piézométriques doivent présenter la tendance de l'évolution de la nappe sur la période la plus longue possible ;
- Le plan à jour d'implantation des piézomètres ;
- Les rapports de suivi piézométriques ne doivent faire état que des ouvrages existants, en bon état de fonctionnement et effectivement contrôlés dans le cadre du suivi de la carrière. En outre, il est demandé au rédacteur de commenter l'évolution de la situation afin de permettre à l'exploitant d'anticiper une situation dégradée, au besoin. Il est attendu que les rapports 2024 prennent en compte ces évolutions.

D'une manière plus générale, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser annuellement les éléments relatifs à la surveillance environnementale réalisée au cours de l'exercice écoulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 10 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Nature des installations

**Prescription contrôlée –** Mise à jour du règlement du site

**Constats** – Le classement des installations, initialement dressé au chapitre 1.2 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2007, a fait l'objet de deux mises à jour en 2022, pour prendre en compte le régime de l'enregistrement pour les rubriques 2515 et 2517 et en 2023, pour intégrer le classement IOTA (Loi sur l'eau).

A la suite d'un courrier de la DREAL du 13/08/2024, l'exploitant a vérifié son classement potentiel vis-à-vis de plusieurs rubriques de la nomenclature eau, non prises en compte à date (réponse de l'exploitant du 12/09/2024).

Par ailleurs, l'exploitant annonce, sous quinzaine, la transmission au préfet d'un porté à connaissance (PAC) visant à modifier certaines de ses conditions d'exploitation, en particulier des horaires de travail qui privilégieraient un fonctionnement en périodes nocturnes en périodes hivernales.

Ces modifications et demandes seront instruites à réception du PAC évoqué.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Suivi APMD 2021

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 11/01/2021, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Retour APMD 2021

**Prescription contrôlée –** Par l'arrêté référencé, la société Sablières de La Cornuaille [...] est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2007, dans un délai de 3 mois [...] :

1. En réalisant une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m<sup>2</sup> (8 x 4 m) à moins de 200 m par les voies praticables du bâtiment le plus éloigné conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 (Article 2.3.3.2 § 4) ;

2. En équipant les installations de prélèvement d'eau de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée (Article 3.2.1) ;
3. En rétablissant le volume des bassins de décantation pour qu'ils disposent d'une capacité adaptée (Article 3.2.2.2 III) ;
4. En reconstituant le réseau des 8 piézomètres permettant d'assurer le suivi du niveau de la nappe au fil de l'avancement de l'exploitation de la carrière ((Article 3.2.4 § 6) ;
5. Aménager 2 ou 3 mares provisoires de substitution pour favoriser la migration des espèces sensibles (Article 2.4.11).

**Constats** – L'arrêté de mise en demeure référencé a été proposé en conclusion de la visite du 24/11/2020. En réponse, l'exploitant a transmis ses éléments le 01/10/2021 et une nouvelle inspection a été conduite le 06/10/2021.

De cette visite de suivi, il est ressorti que les écarts majeurs 1, 2 et 5 ont été levés.

A l'issue de cette inspection, l'écart majeur 3 était partiellement levé et requalifié en non-conformité en raison du non-respect du phasage d'exploitation. Comme demandé par l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté un PAC visant à modifier son plan d'exploitation qui a fait l'objet d'une suite favorable du préfet (AP DIDD-2022-n° 113 du 02/05/2022). L'écart majeur 3 est donc levé.

Faisant suite aux engagements de l'exploitant qui avait missionné la société HYDREAU FORAGE pour la réalisation de piézomètres dans un délai raisonnable (moins de 2 mois), cet écart majeur a pu être levé.

Compte-tenu des constats faits et des réponses apportées par l'exploitant, l'inspection des installations classées a proposé au préfet, à la suite de sa visite du 06/10/2021, de lever l'arrêt de mise en demeure du 11/01/2021 et d'en informer l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 12 : Propreté du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 1.2.2 et 2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Propreté du site

**Prescription contrôlée** – Art. 1.2.2 - Les installations connexes à la carrière [...] - Un local de 50 m<sup>2</sup>

Art. 2.2.1 - L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté [...]

**Constats** – La zone dite « d'entretien » ne dispose toujours pas d'un local atelier qui permette d'entreposer les matériels et équipements dans des conditions satisfaisantes. Il en résulte que, faute de place et d'un local adapté, ils sont parfois entreposés en extérieur dans des conditions inadéquates.

A cette occasion, il a été rappelé que le site n'a pas vocation à stocker les matériels obsolètes, mêmes inertes, dans un parc à déchets et que ces derniers doivent être évacués dans des délais raisonnables après leur remplacement.

Par ailleurs, il a été observé à plusieurs reprises sur la périphérie de la zone réaménagée des déchets ou des matériels abandonnés, par exemples une palette, des containers plastiques, tuyauteries usagées de la drague...

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire évacuer ces déchets et les matériels obsolètes et de maintenir le site dans un bon état de propreté (délai d'exécution des travaux 1 mois).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 13 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 3.2.3IV et V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Art. 3.2.3 IV - Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides [...] sont effectués sur des aires étanches aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Art. 3.2.3 V - Aucun stockage d'hydrocarbure ou de liquide dont la nature est susceptible de provoquer une pollution du sol ou de l'eau n'est autorisé sur le site.</p>
<p><b>Constats</b> – La zone dite « d'entretien » dispose d'une aire de lavage dont la structure en béton du caniveau de collecte des effluents est partiellement endommagé, permettant des infiltrations dans les sols.</p> <p>A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis les justificatifs montrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ l'évacuation des 4 fûts d'huile de 220 l constatés entreposés sans rétention ;</li> <li>➤ le rapatriement sur l'aire de lavage de la cuve de GNR destinée au ravitaillement de la pelle, initialement positionnée sur les berges du front d'exploitation, sans précaution physique particulière ;</li> <li>➤ la réorganisation du container technique, notamment avec le rangement de tous les contenants de fluides dangereux sur une cuvette de rétention.</li> </ul> <p>L'exploitant a réagi très rapidement au constat initial en sécurisant l'entreposage de tous les fluides dangereux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 14 : Réaménagement coordonné à l'avancement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réaménagement coordonné à l'avancement
<p><b>Prescription contrôlée</b> – L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité [...]</p>
<p><b>Constats</b> – L'exploitation de la zone Nord-Ouest est actuellement à l'arrêt sans avoir été réaménagée.</p> <p>L'exploitation du gisement s'est déplacée vers le secteur Sud, au-delà du ruisseau « Moiron » qui doit accueillir un ouvrage de franchissement dont l'installation a pris du retard (art. 4 de l'AP du 19/10/2023). Les raisons du délaissement de la zone Nord-Ouest tiennent à la qualité médiocre de son gisement difficile et coûteux à exploiter alors que le gisement au Sud du « Moiron » est de grande qualité et facile à exploiter.</p> <p>L'exploitant justifie le non-réaménagement de la zone Nord-Ouest en raison du gisement restant dont l'abandon définitif est suspendu à la décision de l'entreprise.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b> – L'inspection des installations classées a rappelé que le principe du réaménagement coordonné à l'avancement est de limiter la durée des désordres à l'environnement.</p> <p>Ce principe n'est pas compatible avec l'ouverture simultanée de plusieurs fronts. Aussi, il est demandé à l'exploitant d'engager sans délai le réaménagement du secteur Nord-Ouest de la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois